



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 31 octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

S.A.S. DURANCE GRANULATS

Route de la Durance
13860 Peyrolles-en-Provence

Références : D-0792-AIX-2024
Code AIOT : 0006401317

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement S.A.S. DURANCE GRANULATS implanté Chapeliers Route de la Durance 13860 Peyrolles-en-Provence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- S.A.S. DURANCE GRANULATS
- Chapeliers Route de la Durance 13860 Peyrolles-en-Provence
- Code AIOT : 0006401317
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Durance Granulats exploite une carrière de matériaux alluvionnaires, autorisée par arrêté préfectoral de 2012 modifié/complété.

L'exploitation s'effectue depuis 2020 uniquement "à sec", sur les secteurs de Fort de Peyrolles, Fort de Jouques, Logis d'Anne et Pavillon.

Après extraction des alluvions à la pelle hydraulique, l'excavation est remblayée par des déchets inertes extérieurs, avec une remise en état permettant un usage agricole des terrains (après une période dite de "convalescence").

Les alluvions sont transportées vers l'usine par convoyeurs à bande.

Thèmes de l'inspection :

- les usages de l'eau et l'origine de l'eau consommée pour chaque usage,
- le suivi des consommations d'eau (compteurs, registre, le cas échéant déclaration GERE...),
- l'existence d'un plan de sobriété hydrique (PSH).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 11/12/2012, article 5.1.1	Demande d'action corrective	30 jours
2	Présence de compteurs	Arrêté Préfectoral du 11/12/2012, article 5.1.2	Demande d'action corrective	15 jours
3	Volumes d'eau prélevés	Arrêté Préfectoral du 11/12/2012, article 5.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Préfectoral du 11/12/2012, article 10.2.2	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Déclarations GERE : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet
6	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
7	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, article communication DREAL	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités relevées pour des faits dont la gravité et les enjeux sont modérés, pour lesquels l'exploitant doit réaliser des actions correctives dans un délai fixé.

S'agissant des volumes d'eau prélevés, il a été constaté sur les trois dernières années un dépassement de la limite maximale de prélèvement d'eau fixé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/12/2012.

L'exploitant est donc mis en demeure de respecter cette prescription dans un délai court (2 mois). Il lui a été rappelé la possibilité de déposer un dossier de porter à connaissance si l'exploitant considère le respect de cette prescription incompatible avec l'évolution de ses activités depuis l'arrêté préfectoral du 11/12/2012 susmentionné.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2012, article 5.1.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Eau			
Prescription contrôlée : L'utilisation d'eau pour les usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :			
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel	Débit maximum Journalier
Canal	Pertuis - Cadenet	30 000 m ³	100 m ³ /j
Forage n° 1 "Ateliers"	Nappe phréatique	2 000 m ³	9 m ³ /j
Forage n° 2 "Bureaux"	Nappe phréatique	1 000 m ³	4,5 m ³ /j
Constats : Trois points de prélèvements connus (canal de Peyrolles, forage « Ateliers » et forage « Bureaux ») et présence sur site d'un troisième forage n°3 "puits" dans la nappe de la Durance pour un usage domestique de l'eau, avec une faible consommation (max. 5 m ³ /mois).			
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit solliciter auprès du préfet et dans les meilleurs délais, la régularisation de ce 3 ^{ème} forage via le dépôt d'un dossier de porter à connaissance (ICPE), et - le cas échéant - auprès de l'ARS. Il est demandé à l'exploitant d'adresser un courrier à son fournisseur d'eau pour lui demander de préciser <u>pour chaque réseau d'adduction d'eau (eau potable + eau industrielle)</u> : - les coordonnées GPS des points de captage/prélèvement, - les codes "masse d'eau", - la zone hydrographique. et de transmettre les informations obtenues à l'inspection des installations classées (IIC).			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Demande d'action corrective			
Proposition de délais : 30 jours			

N° 2 : Présence de compteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2012, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les ouvrages de prélèvement dans le canal ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Ils respectent les dispositions techniques prévues aux articles L. 214-17 et L. 214-18 du code de l'environnement. Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Constats : L'exploitant indique : - que chaque point de prélèvement du site est muni d'un compteur d'eau (forages n°1 et 2 notamment) sauf au niveau du forage n°3 "Puits" (devant faire l'objet d'un PàC de régularisation, cf point de contrôle précédent) ; - que des compteurs d'eau automatiques vont être prochainement installés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit équiper le forage n°3 "Bureaux" d'un compteur d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Volumes d'eau prélevé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2012, article 5.1.1																			
Thème(s) : Risques chroniques, Eau																			
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :																			
	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Origine de la ressource</th><th>Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau</th><th>Prélèvement maximal annuel</th><th>Débit maximum Journalier</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Canal</td><td>Pertuis - Cadenet</td><td>30 000 m³</td><td>100 m³/j</td></tr> <tr> <td>Forage n° 1 "Ateliers"</td><td>Nappe phréatique</td><td>2 000 m³</td><td>9 m³/j</td></tr> <tr> <td>Forage n° 2 "Bureaux"</td><td>Nappe phréatique</td><td>1 000 m³</td><td>4,5 m³/j</td></tr> </tbody> </table>	Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel	Débit maximum Journalier	Canal	Pertuis - Cadenet	30 000 m ³	100 m ³ /j	Forage n° 1 "Ateliers"	Nappe phréatique	2 000 m ³	9 m ³ /j	Forage n° 2 "Bureaux"	Nappe phréatique	1 000 m ³	4,5 m ³ /j		
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel	Débit maximum Journalier																
Canal	Pertuis - Cadenet	30 000 m ³	100 m ³ /j																
Forage n° 1 "Ateliers"	Nappe phréatique	2 000 m ³	9 m ³ /j																
Forage n° 2 "Bureaux"	Nappe phréatique	1 000 m ³	4,5 m ³ /j																
Constats : Selon Gerep : - 2023 : prélèvement total 147 400 m ³ (réseau d'adduction 142 600 m ³ et eau souterraine 4 800 m ³) - 2022 : 133 800 m ³ (125 700 + 8 100) - 2021 : 168 000 m ³ (162 000 + 6 000) Les volumes prélevés sont supérieurs aux limites autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2012 (prélèvement max. annuel total : 33 000 m ³) L'exploitant indique qu'il est conscient du problème : l'arrêté préfectoral de 2012 est fidèle au DDAE de 2011. Selon lui, "les éléments de ce dossier sont erronés car les prélèvements sont du même ordre de grandeur depuis 2010".																			
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est mis en demeure de respecter les prescriptions de l'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral 11 décembre 2012. Si l'exploitant considère le respect de cette prescription incompatible avec l'évolution de ses activités depuis l'arrêté préfectoral du 11/12/2012, il lui revient de déposer auprès du préfet des Bouches-du-Rhône, un dossier de porter à connaissance avec demande de modification de la prescription citée ci-dessus (régularisation). Ce dossier devra notamment présenter les motivations de sa demande de modification au vu de l'évolution des ses activités et l'ensemble des mesures de réduction de la consommation en eau - au regard de son plan de sobriété hydrique (PSH) - mises en œuvre ou prévues à court terme permettant la maîtrise de ses prélèvements.																			
Type de suites proposées : Avec suites																			
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription																			
Proposition de délais : 2 mois																			

N° 4 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2012, article 10.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé toutes les semaines. Les résultats sont portés sur un registre.
Constats : Un relevé des compteurs est réalisé chaque mois (au lieu de chaque semaine), les résultats sont portés sur un registre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En l'attente de la mise en place des compteurs automatiques, l'exploitant relève chaque semaine tous les compteurs. Ce relevé est adressé par courriel à l'inspecteur ICPE, durant le 1er mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Pour : <ul style="list-style-type: none">- établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ;- pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ;- STEP urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/j de DBO5 (100 000 équivalents habitants) ;- site d'extraction relevant du code minier. Prélèvements : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an. Volumes d'eaux rejetés : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article.
Constats : Les déclarations GEREP sont réalisées par l'exploitant chaque année, avec les volumes d'eau prélevés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant: https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
Constats : L'exploitant n'a pas été concerné en 2023 à un épisode de niveau de gravité alerte renforcée ou crise (zone de prélèvement majoritaire situé dans le Canal de Provence/Peyrolles).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mise en œuvre du PSH

Référence réglementaire : Autre du 20/03/2023, article communication DREAL
Thème(s) : Risques chroniques, PSH
Prescription contrôlée : Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024. Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024. Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas : 1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors. 2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte. Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA. Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt. L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH. Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.

Constats :

L'exploitant dispose d'un PSH finalisé (v3 de février 2024).

Type de suites proposées : Sans suite